


AMUNDI FINANCE

Rapport Financier Semestriel

Au 30 juin 2021

Sommaire

1. Rapport d'activité au 30 juin 2021	3
2. Etats financiers au 30 juin 2021	20
3. Rapport des Commissaires aux Comptes	58
4. Déclaration du Directeur Général	62

01

Rapport d'activité au 30 juin 2021

RAPPORT SEMESTRIEL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE AMUNDI FINANCE Sur les comptes sociaux au 30 juin 2021

ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE

Les principales activités de la société Amundi Finance sont les suivantes :

- Activité de garantie donnée aux fonds et aux notes,
- Activité d'émissions notes à travers ses filiales ou en direct,
- Activité sur les Instruments Financiers à Terme et collatéralisation.

1. Activité de garantie donnée aux fonds

En Euros	Engagements 31/12/2020	Engagements 30/06/2021	Variation	Variation en %
Fonds à formule non PEA	2 751 437 885	2 414 367 397	-337 070 488	-12%
Fonds à formule PEA	4 287 946 107	4 071 372 507	-216 573 600	-5%
Fonds en assurance de portefeuille	3 913 208 179	3 345 430 938	-567 777 241	-15%
autre fonds garantis (OPC monétaire)	258 010 967	838 135 693	580 124 726	225%
Total Fonds garantis	11 210 603 138	10 669 306 535	-541 296 603	-5%
Notes Amundi finance Emissions	4 679 820 624	4 832 844 087	153 023 463	3%
Notes LCLE	7 272 236 725	7 038 599 332	-233 637 393	-3%
Total Notes	11 952 057 349	11 871 443 418	-80 613 930	-1%
Total engagements	23 162 660 487	22 540 749 954	-621 910 533	-3%

Exposition en engagement

Les engagements de garantie donnée aux fonds sont en baisse de 541 297 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2020, dont :

- La forte baisse des engagements de garantie des Fonds en assurance de portefeuille (CPPI) par rapport au 31 décembre 2020 (- 567 777 milliers d'euros),
- L'augmentation des engagements des autres fonds garantis (+580 125 milliers d'euros) vient compenser la baisse des engagements des Fonds à formule PEA et non PEA (-553 644 milliers d'euros).

Les engagements de garantie des EMTN émis par Amundi Finance Emissions et LCL Emissions (couvertes par une contre-garantie donnée respectivement à Crédit Agricole S.A. et LCL qui en sont les garants respectifs) sont en baisse nette de 80 614 milliers d'euros au 30 juin 2021 dont :

- Les EMTN émis par LCLE et garantis par Amundi Finance (- 233 638 milliers d'euros),
- Les EMTN émis par Amundi Finance Emissions et garantis par Amundi Finance (+ 153 023 milliers d'euros).

Impact pour l'activité de garant sur le 1^{er} semestre 2021

Il y a eu 776 milliers d'euros d'appel au garant durant le 1^{er} semestre 2021 dont 485 milliers d'euros ont concerné des fonds monétaires de recyclage des fonds à formule et des émissions échus en fonds avec garantie en capital sur 6 mois.

Des provisions pour appel en garantie ont été enregistrées au 30 juin 2021 pour un montant total de 8 326 milliers d'euros dont principalement 6 336 milliers d'euros au titre des CPPI bénéficiant d'une garantie MAX NAV Amundi Objectif retraite 2025 et 2030, 365 milliers d'euros au titre des autres CCPI, 1 625 milliers d'euros au titre des fonds de recyclage des fonds à formules, le niveau bas des taux ne permettant pas aux actifs des fonds d'assurer la garantie.

Aucune provision sur les fonds à formule n'est enregistrée au 30 juin 2021, du point de vue du risque de crédit, la situation est stable et les perspectives d'appel au garant sont faibles.

Aucune provision n'est constatée par Amundi Finance au 30 juin 2021 sur les notes émises par ses filiales.

1. Activités sur les émissions de notes

Les filiales dédiées à l'activité d'EMTN "Amundi Finance Emissions" et "LCL Emissions" ont poursuivi en 2021 leur programme d'émission auprès du réseau Crédit Agricole pour la première, du réseau LCL pour la seconde, respectivement pour un notionnel de 302 millions d'euros et 1 119 millions d'euros.

Les montants circulants au 30 juin 2021 s'élèvent à 4 038 millions d'euros pour Amundi Finance Emissions, 5 361 millions d'euros pour LCL Emissions, 33 millions d'euros pour les émissions directes d'Amundi Finance (dont 21 millions au titre des émissions transmises par Amundi Issuance suite à la fusion intervenue rétroactivement au 1^{er} janvier 2021 et réalisée le 21 mai 2021).

3. Activité sur Instruments Financiers à Terme et collatéralisation

L'activité sur les Instruments Financiers à Terme (Swaps de taux, de performance, options et cross currency swap) par Amundi Finance représente un notionnel de 71 053 millions d'euros au 30 juin 2021 (contreparties externes, fonds, filiales et sociétés du groupe Amundi inclus) contre 71 075 millions d'euros au 31 décembre 2020.

COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2021

Le **Produit Net Bancaire** s'élève à 101 132 milliers d'euros contre 84 992 milliers d'euros au 30 juin 2020. Cette hausse est principalement due à l'augmentation du PNB financier notamment lies aux dividendes reçus, aux indemnités pour risques de collecte en augmentation ainsi qu'à une variation positive de la CVA.

	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
<i>(en milliers d'euros)</i>			
PNB GESTION	27 434	63 987	36 296
commissions (produits)	42 279	99 858	57 442
<i>dont commissions fixes sur engagements de Hors Bilan</i>	15 737	32 560	16 396
<i>dont commissions variables sur engagements de Hors Bilan</i>	9 991	25 667	17 645
<i>dont provisions pour appel en garantie</i>	783	14 040	11 215
<i>dont commissions sur Notes</i>	15 768	27 590	12 186
commissions (charges)	- 14 845	- 35 872	- 21 146
<i>dont commissions sur engagements de Hors Bilan</i>	- 77	- 142	- 82
<i>dont indemnités animation de marché</i>	- 432	- 864	- 428
<i>dont commissions de gestion</i>	- 21	- 8	- 4
<i>dont charges sur appel en garantie</i>	- 776	- 4 180	- 1 886
<i>dont commissions sur Notes</i>	- 11 053	- 19 742	- 9 096
<i>dont provisions pour appel en garantie</i>	- 2 486	- 10 937	- 9 651
PNB FINANCIER	73 698	70 594	49 634
Intérêts et produits assimilés	8 089	14 327	6 466
Intérêts et charges assimilés	- 8 511	- 16 502	- 8 262
Gains ou pertes sur portefeuille de négociation	20 979	30 742	9 402
Gains ou pertes sur portefeuille de placement et assimilés	- 103	302	303
Revenus des titres à revenus variables	53 244	41 725	41 725
PNB AUTRES PRODUITS		- 938	- 938
autres produits d'exploitation bancaire		- 938	- 938
autres charges d'exploitation bancaire			
PRODUIT NET BANCAIRE	101 132	133 642	84 992

Le **PNB de Gestion** s'élève à 27 434 milliers d'euros contre 36 296 milliers d'euros au 30 juin 2020.

Il est composé des éléments suivants :

- Les produits de garanties variables pour 9 991 milliers d'euros contre 17 645 milliers d'euros au 30 juin 2020,
- Les produits de garanties fixes s'élèvent à 15 737 milliers d'euros contre 16 396 milliers d'euros au 30 juin 2020.
- Les produits de commissions de placement sur l'activité d'émission de Notes s'élèvent à 15 768 milliers d'euros contre 12 186 milliers d'euros en juin 2020.
- Des reprises de provisions pour 783 milliers d'euros sur les fonds de recyclage, CPPY et le fond Testament Obsèques (en lien avec certains appels en garantis constatés sur la période)
- Le poste commissions charges s'élèvent à – 14 845 milliers d'euros contre – 21 146 milliers d'euros au 30 juin 2020 et comprend principalement :
 - – 11 053 milliers d'euros de rétrocessions de commissions sur l'activité EMTN contre – 9 096 milliers d'euros au 30 juin 2020,
 - Les indemnités d'animation de marché pour - 432 milliers d'euros contre - 428 milliers d'euros au 30 juin 2020.
 - – 3 262 milliers d'euros sur les fonds de recyclage, CPPY et le fond Testament Obsèques dont :
 - - 776 milliers d'euros de charges sur appel en garantie sur fonds de recyclage (échéances) et CPPY (garantie continue),
 - - 2 486 milliers d'euros de dotations nouvelles.

Le **PNB Financier** s'élève à 73 698 milliers d'euros, en forte augmentation par rapport au 30 juin 2020, il comprend principalement :

- Les dividendes reçus au titre de ses filiales pour 53 244 milliers d'euros (dont principalement 42 708 milliers d'euros de Amundi Intermédiation et 10 536 milliers d'euros de Amundi ESR), contre 41 725 milliers d'euros au 30 juin 2020 (dont 33 067 milliers d'euros de Amundi Intermédiation et 8 976 milliers d'euros de Amundi ESR),
- Des provisions pour dépréciations de titres pour 103 milliers d'euros (87 milliers d'euros sur le titres Dna et 16 milliers d'euros sur Lrp),
- Un produit net des activités d'émission de swaps, de notes, de collatéral et du portefeuille de transaction pour + 20 979 milliers d'euros dont :

- +18 922 milliers d'euros (contre +16 918 milliers d'euros au 30 juin 2020) correspondant aux indemnités de risques de collecte pour ces activités,
- + 517 milliers d'euros liés à la correction de valeur au titre du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (CVA),
- + 1 540 milliers d'euros de résultat d'IFT et de portage de titres sur l'ensemble des montages.

Le poste **PNB Autres Produits** est à 0 contre -938 milliers d'euros au 30 juin 2020. Ce poste comprend principalement la contribution d'Amundi Finance au coût des obligations de Crédit Agricole SA au titre de sa qualité d'actionnaire de référence.

Les **charges générales d'exploitation** sont en légère baisse et s'élèvent à 4 546 milliers d'euros contre 4 944 milliers d'euros au 30 juin 2020.

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Frais de personnel			
Salaires et traitements	-415	-741	-364
Charges sociales	-155	-302	-128
Intéressement et participation	-59	-64	-23
Impôts et taxes sur rémunérations	-67	-95	-50
Total des charges de personnel	-696	-1 202	-566
Refacturation et transferts de charges de personnel			
Frais de personnel nets	-696	-1 202	-566
Frais administratifs			
Impôts et taxes (1)	-1 625	-3 394	-1 656
Services extérieurs et autres frais administratifs	-2 225	-5 411	-2 723
Total des charges administratives	-3 850	-8 806	-4 378
Refacturation et transferts de charges administratives			
Frais administratifs nets	-3 850	-8 806	-4 378
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-4 546	-10 008	-4 944

(1) dont 1 032 milliers d'euros au titre du fonds de résolution.

- Les charges de personnel sont en augmentation et s'élèvent à - 696 milliers d'euros au 30 juin 2021 contre - 566 milliers d'euros au 30 juin 2020 et comprennent principalement :

- Les salaires des effectifs permanents pour - 415 milliers d'euros un peu plus élevés par rapport à ceux de 2020,
- Et les charges sociales afférentes aux effectifs pour - 155 milliers d'euros.

- Les services extérieurs et autres frais administratifs sont en baisse et s'élèvent à - 2 225 milliers d'euros contre - 2 723 milliers d'euros au 30 juin 2020 et comprennent principalement :
 - La refacturation par le groupement de moyens de personnel mis à la disposition d'Amundi Finance pour – 827 milliers d'euros,
 - La convention de gestion administrative pour - 776 milliers d'euros,
 - Les frais informatiques et de bases de données pour -220 milliers d'euros, liés principalement à l'activité Murex,
 - La quote-part de loyers et charges locatives pour - 69 milliers d'euros,
 - Les charges de commissaires aux comptes pour - 94 milliers d'euros.
 - Les honoraires d'avocats pour 192 milliers d'euros concernant la mise à jour des programmes émetteurs.

- Les impôts et taxes d'un montant de - 1 625 milliers d'euros comprennent essentiellement :
 - La CVAE « Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises » au titre de l'activité du premier semestre 2021 pour – 393 milliers d'euros,
 - La CSSS « contribution sociale de solidarité des sociétés » pour - 78 milliers d'euros,
 - Les autres taxes s'élevant à - 1 153 milliers d'euros, dont :
 - La cotisation au Fonds de Résolution Unique pour – 1 032 milliers d'euros,
 - La cotisation au Comité de Résolution Unique pour - 6 milliers d'euros,
 - La taxe ACPR pour - 34 milliers d'euros,
 - La taxe du Fond de Soutien des Collectivités Territoriales pour - 33 milliers d'euros,
 - La contribution BCE pour - 48 milliers d'euros.

Le **Résultat Brut d'Exploitation** s'élève donc à + 96 586 milliers d'euros contre + 80 047 milliers au 30 juin 2020.

Le **Coût du risque** est un produit de + 1 102 milliers d'euros contre une charge de - 2 176 milliers d'euros au 30 juin 2020, il comprend principalement :

- + 1 215 milliers d'euros de reprises de provisions sur les garanties données de taux bénéficiant d'une garantie de la max NAV monétarisée en cas de baisse des taux (Fonds Garantis CPPY Amundi Objectif Retraite 2025 et 2030) ;
- - 113 milliers d'euros de provision sur les ECL des fonds garantis.

Le **Résultat d'exploitation** et le **Résultat courant avant impôt** s'élevaient à + 97 688 milliers d'euros contre + 77 872 milliers d'euros au 30 juin 2020.

L'impôt sur les sociétés s'élève à - 12 798 milliers d'euros contre - 11 343 milliers d'euros au 30 juin 2020.

Le **Résultat net** au 30 juin 2021 s'établit à + 84 891 milliers d'euros contre + 66 529 milliers d'euros au 30 juin 2020.

BILAN AU 30 JUIN 2021

Le total du bilan s'établit à 4 391 706 milliers d'euros contre 4 059 101 milliers d'euros au 31 décembre 2020. Il comporte les éléments suivants :

A l'actif (hors activité IFT) :

- Le poste Effets Publics et Valeurs assimilées pour 453 980 milliers d'euros concernant les opérations sur titres en lien avec la réglementation EMIR contre 456 267 milliers d'euros au 31 décembre 2020.
- Le poste Créances sur Etablissement de Crédit pour 569 105 milliers d'euros contre 433 640 milliers d'euros au 31 décembre 2020, dont principalement :
 - 566 841 milliers d'euros correspondant aux prêts JJ liés à l'activité « collatéral »,
 - 1 000 milliers d'euros de prêts à terme,
 - 882 milliers d'euros de trésorerie.

- Les parts dans les entreprises liées pour 46 249 milliers d'euros contre 48 309 milliers d'euros en 2020 :

FILIALES & PARTICIPATIONS	Devise	% Contrôle au 31/12/2020	Provision 2020	Valeur nette comptable au 31/12/2020	Augmentation	Diminution	Valeur brute comptable au 30/06/2021	Provision 2021	Valeur nette comptable au 30/06/2021
AMUNDI ESR	EUR	99,99		34 166 829			34 166 829		34 166 829
AMUNDI INTERMEDIATION	EUR	38,53		5 628 480			5 628 480		5 628 480
AITS	EUR	NS	3 357	6 803			10 160	3 357	6 803
DNA SA	EUR	100	163 000	2 068 000			2 231 000	250 000	1 981 000
LRP	EUR	100		31 000			31 000	16 000	15 000
Amundi Finance Emissions	EUR	99,99		2 225 684			2 225 684		2 225 684
LCL Emissions	EUR	99,99		2 225 186			2 225 186		2 225 186
AMUNDI ISSUANCE	EUR	99,99	43 000	1 956 993		-1 956 993			0
TOTAL			209 357	48 308 975	0	-1 956 993	46 518 339	269 357	46 248 982

- Les Obligations et Autres Titres à revenu fixe s'élèvent à 678 269 milliers d'euros contre 910 273 milliers d'euros au 31 décembre 2020. Cette position correspond principalement au portage d'obligations émises par ses filiales Amundi Finance Emissions et LCL Emissions ainsi que par Crédit Agricole SA avant rachat pour destruction par ces sociétés émettrices.
- Le poste Actions et autres titres à revenu variable, présente un solde de 300 346 milliers d'euros au 30 juin 2021 comme au 31 décembre 2020.
- Le poste Immobilisations incorporelles pour 227 424 milliers d'euros correspondant au fonds de commerce.
- Le poste Autres actifs (hors IFT) s'élève à 701 846 milliers d'euros contre 329 142 milliers d'euros au 31 décembre 2020. Il se compose principalement :
 - De dépôts de garantie versés de l'activité "collatéral" pour 387 708 milliers d'euros contre 250 340 milliers d'euros au 31 décembre 2020,
 - De comptes de règlement sur titres au portages et options pour 269 417 milliers d'euros,
 - Des acomptes versés au titre de l'impôt sur les sociétés pour 11 487 milliers d'euros contre 41 570 milliers d'euros au 31 décembre 2020,
 - Des créances clients pour 4 655 milliers d'euros contre 313 milliers d'euros au 31 décembre 2020.
- Le poste Comptes de Régularisation (hors IFT) s'élève à 40 940 milliers d'euros contre 47 761 milliers d'euros au 31 décembre 2020. Il se compose principalement des produits à recevoir sur les engagements de hors bilan (fonds garantis et EMTN) suivant le rythme d'encaissement des revenus : les commissions de garantie variables sur fonds PEA sont encaissées annuellement, les commissions de garantie fixes pour la plupart à l'échéance des fonds, tout comme les commissions de garantie variables sur fonds non PEA.

Les commissions de placement, les indemnités de rachat et les commissions de garantie sur les émissions d'EMTN sont encaissées trimestriellement.

Au passif (hors activité IFT) :

- Le poste Dettes envers les établissements de crédit pour 1 140 954 milliers d'euros contre 1 193 849 milliers d'euros au 31 décembre 2020 dont :
 - 704 100 milliers d'euros d'emprunt JJ à la centrale de trésorerie du groupe contre 757 700 milliers d'euros à fin 2020.
 - 436 000 milliers d'euros d'emprunts à terme correspondant au financement des activités liées à la réglementation EMIR applicable depuis 2017, montant identique au 31 décembre 2020.

- Le poste Dettes représentées par un titre pour 32 552 milliers d'euros correspondant aux programmes d'émissions d'EMTN par Amundi Finance (dont 20 538 milliers à la suite de la fusion absorption de sa filiale Amundi Issuance le 26 mai 2021).

- Le poste Autres passifs (hors IFT), à 963 373 milliers d'euros (679 146 milliers d'euros au 31 décembre 2020) enregistre principalement les dépôts de garantie reçus liés à l'activité "collatéral" pour 919 969 milliers d'euros et la provision d'impôt sur les sociétés pour 12 802 milliers d'euros.

- Le poste Comptes de Régularisation (hors IFT), à 16 435 milliers d'euros contre 12 967 milliers d'euros en 2020, se décompose comme suit :
 - 7 144 milliers d'euros de produits constatés d'avance représentant l'étalement des indemnités pour risque de collecte sur les montages en cours de commercialisation de types fonds à formules, EMTN Amundi Finance Emissions, EMTN LCL Emissions et UCO.
 - 9 291 milliers d'euros de charges à payer dont :
 - 4 980 milliers d'euros au titre des rétrocessions de commissions de placement,
 - 3 613 milliers d'euros au titre des charges d'exploitation dont principalement, 1 533 milliers d'euros de refacturation par le groupement de moyens, 827 milliers d'euros de personnel mis à la disposition concernant l'exercice 2021, 219 milliers d'euros de charges informatiques, ainsi que des charges à payer Stoxx et MSCI pour 610 milliers d'euros concernant l'utilisation d'indices dans les montages EMTN du groupe,

- 432 milliers d'euros au titre des indemnités d'animation de marché sur les montages de type CA Oblig Immo.

Activité IFT :

- L'activité fait apparaître un solde au passif de 77 716 milliers d'euros contre 55 179 milliers d'euros au 31 décembre 2020 et se compose principalement de :
 - 5 682 milliers d'euros sur la correction de valeur des instruments financiers au titre du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (CVA) contre 6 199 milliers d'euros en 2020,
 - 204 689 milliers d'euros de position sur les options contre 144 095 milliers d'euros au 31 décembre 2020,
 - – 151 161 milliers d'euros lié à la valorisation des IFT contre – 115 855 milliers d'euros au 31 décembre 2020,
 - 18 506 milliers d'euros concernant les positions de couverture contre 20 740 milliers d'euros au 31 décembre 2020.
- Les Provisions pour risques et charges pour 13 222 milliers d'euros contre 12 622 milliers d'euros en 2020 dont :
 - 4 302 milliers d'euros de provisions sur le fond garanti « Testaments obsèques »,
 - 1 625 milliers d'euros de provisions concernant les fonds de recyclage,
 - 7 208 milliers d'euros de provisions pour risques sur l'activité de garantie des fonds (y compris les ECL sur fonds garantis) et des véhicules d'émissions,
- Le poste Dettes subordonnées est stable à 100 610 milliers d'euros ; il correspond à l'emprunt subordonné à durée indéterminée et ses dettes rattachées, destiné à augmenter le niveau des fonds propres de la société.

- Les **capitaux propres** de Amundi Finance évoluent comme suit :

(en milliers d'euros)	Capital	Primes, réserves et report à nouveau	Acompte sur dividendes	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2020	40 320	548 082			98 973	687 375
Dividendes versés au titre de 2020		-98 970				-98 970
Variation de capital						
Variation des primes et réserves						
Affectation du résultat social		98 973			-98 973	
Report à nouveau						
Résultat de l'exercice 2021					84 891	84 891
Autres variations						
Solde au 30 juin 2021	40 320	548 085			84 891	673 296

HORS BILAN AU 30 JUIN 2021

Au 30 juin 2021 les instruments financiers à terme (IFT) sont comptabilisés pour un notionnel de 71 053 millions d'euros contre 71 075 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Tableau de synthèse des IFT

Notionnel en millions d'euros	30/06/2021	31/12/2020
IFT Activité Collatéral	34 968	35 601
IFT Activité Notes avec marge	11	12
IFT Activité Asset Swap Forward	712	947
IFT Activité Emtn réseau CASA	12 752	11 961
IFT Activité Emtn réseau Crelan	99	148
IFT Activité Emtn réseau LCL	21 551	21 488
IFT Activité Emtn Autres réseaux	512	471
IFT Activité Emtn réseau AMUNDI FINANCE	12	12
IFT Activité couverture Collatéral Titres	436	436
TOTAL	71 053	71 075

Le poste Engagements de garantie donnés s'élève à 22 541 millions d'euros contre 23 163 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Le poste Actifs donnés en garantie s'élève à 399 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 381 millions d'euros au 31 décembre 2020, il correspond au Collat Titres donnés au contrepartie de marché dans le cadre de la réglementation EMIR.

Le poste Actifs reçus en garantie s'élève à 1 658 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 1 465 millions d'euros au 31 décembre 2020 et il correspond au Collat titres reçus des fonds et des contreparties de marché dans le cadre de la réglementation EMIR.

PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

Depuis le début de l'année 2021, les conditions de marché et l'activité sont bonnes. Cette tendance devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année 2021 conduisant à une stabilisation des encours garantis, à moins qu'une 4^e vague épidémique entraîne de nouvelles mesures de confinement. Ces mesures de confinement entraîneraient alors un ralentissement probable de l'activité, en raison de l'impact du confinement sur la consommation et de la défiance des agents économiques, ainsi que des difficultés de production, des perturbations des chaînes d'approvisionnement dans certains secteurs, et un ralentissement de l'investissement. Il en résulterait en conséquence une baisse sensible de la croissance qui serait reflétée dans la baisse significative des marchés financiers et par une volatilité accrue. Concernant Amundi Finance, le principal impact résulterait de la sensibilité des actifs et des passifs du bilan à cette baisse des marchés financiers. L'impact négatif sur les revenus, les résultats et la situation financière d'Amundi Finance n'est pas mesurable à ce stade.

FACTEURS DE RISQUES LIES A AMUNDI FINANCE

Risque de crédit et de contrepartie

Amundi Finance est exposé aux risques de crédit et de contrepartie susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

Amundi offre un panel de produits garantis et à formule (structurés). Ces produits incluent des fonds qui sont partiellement ou entièrement garantis ou qui ont des rendements garantis. Amundi Finance apporte les garanties à ces fonds et est donc soumise à un certain nombre de risques liés à cette activité. En particulier, si l'émetteur de l'un des actifs détenus par les fonds garantis par Amundi Finance venait à faire défaut ou à entrer dans une procédure d'insolvabilité ou une procédure similaire, Amundi Finance devrait supporter des coûts importants pour remplacer ces actifs et remplir ses obligations en tant que garant. Ces fonds garantis peuvent également conclure divers instruments dérivés avec de grandes contreparties bancaires. De telles transactions exposent Amundi Finance au risque de contrepartie. En cas de défaillance d'une contrepartie ou d'engagement d'une procédure d'insolvabilité ou similaire,

Amundi Finance encourrait des coûts substantiels pour remplacer les transactions et remplir ses obligations en tant que garant.

Amundi Finance est également soumis au risque de contrepartie si une ou plusieurs institutions financières venaient à faire défaut ou à engager une procédure d'insolvabilité ou similaire, Amundi Finance devrait dénouer de telles transactions et rechercher d'autres contreparties pour conclure de nouvelles transactions. Amundi Finance couvre systématiquement son exposition au risque de marché sur la performance garantie aux investisseurs en actions et en titres à formule, en concluant des opérations sur dérivés avec des institutions financières internationalement reconnues. Si les opérations sur dérivés sont sécurisées par du collatéral, Amundi Finance est néanmoins soumise à un certain nombre de risques liés à ces opérations. Amundi Finance pourrait ne pas être en mesure de conclure des opérations de couverture de remplacement exactement au même prix ou aux mêmes conditions, en particulier si le défaut ou l'insolvabilité devait entraîner des mouvements brusques sur les marchés financiers.

Amundi Finance utilise également le produit net de l'émission de Titres pour les besoins du financement de son activité en général et la couverture de ses obligations en vertu des Titres. Ainsi, il utilise tout ou partie du produit de l'émission de Titres pour acquérir des actifs qui pourront être, de manière non limitative, une ou plusieurs valeurs mobilières, un ou plusieurs contrats de dépôt, un ou plusieurs contrats d'échange (les "**Contrats de Couverture**"). La contrepartie peut être une banque, une institution financière, un industriel ou une entreprise commerciale, un gouvernement ou une entité gouvernementale ou un fonds. La capacité d'Amundi Finance à satisfaire ses obligations relatives aux Titres dépendra alors de la réception des paiements qui lui sont dus au titre de ces Contrats de Couverture. Le risque comprend également le risque de règlement inhérent à toute transaction impliquant un paiement de cash ou une livraison d'actifs en dehors d'un système de règlement sécurisé.

Au 30 juin 2021, les actifs pondérés en fonction des risques de crédit et de contrepartie s'élevaient à 2,50 milliard d'euros.

Risque de marché et liquidité

L'évolution et la volatilité des marchés financiers peuvent avoir un effet défavorable significatif sur l'activité d'Amundi Finance.

Au titre de la garantie apportée par Amundi Finance aux fonds garantis, Amundi Finance pourrait mettre en place des opérations sur dérivés avant de connaître le montant exact des ordres de souscription des investisseurs, Amundi Finance étant ainsi exposé au risque de marché. Dans le cas où le montant final serait inférieur aux prévisions, Amundi Finance pourrait supporter des frais financiers pour dénouer l'excédent de position.

Amundi Finance est dépendant de son accès au financement et à d'autres sources de liquidités, qui peuvent être limités pour des raisons indépendantes de sa volonté, et pourraient avoir un effet défavorable significatif sur ses résultats.

Si la valorisation des dérivés change de manière significative, Amundi Finance peut être amenée à fournir des garanties à ses contreparties, exposant Amundi Finance à un risque de liquidité.

Risques opérationnels et risques connexes

- ***Risque lié à la réglementation***

Amundi Finance est soumis à un cadre réglementaire et environnemental en France et dans les autres pays où il opère soit uniquement en Autriche à ce jour. Des modifications du cadre réglementaire et environnemental sont susceptibles d'avoir un effet défavorable important sur son activité et ses résultats.

Amundi Finance, étant un établissement de crédit, est soumise à la réglementation des autorités de contrôle bancaire. Amundi Finance n'a émis aucun titre au cours du premier semestre 2021.

La réglementation bancaire est en constante évolution et les réformes réglementaires peuvent réduire l'intérêt des produits Amundi pour ses clients bancaires ou compagnies d'assurance, et modifier le traitement de solvabilité et de liquidité de ces produits dans leur bilan. Toutes les réformes bancaires modifiant les règles réglementaires applicables aux transactions et produits d'Amundi Finance peuvent avoir un effet défavorable significatif sur les revenus, les résultats et les conditions financières d'Amundi Finance.

Egalement, la capacité d'Amundi Finance à développer ses activités ou à exercer certaines activités existantes peut être limitée par des exigences réglementaires et systémiques nouvelles, y compris des contraintes imposées en réponse à une crise financière mondiale telle que la crise financière de 2008, par des incertitudes politico-économiques telles que celles générées par le Brexit.

Les activités et les résultats d'Amundi Finance peuvent également être affectés par les politiques ou actions de diverses autorités de régulation en France ou dans les autres pays dans lesquels il opère. La nature et l'impact de ces changements ne sont pas prévisibles et peuvent être hors du contrôle d'Amundi Finance. Depuis sa création, les évolutions du cadre réglementaire et environnemental auquel Amundi Finance est soumis n'ont pas eu d'effet défavorable sur son activité ou ses résultats.

- ***Risques opérationnels***

Les risques opérationnels résultent principalement de l'inadéquation ou de la défaillance des processus, des systèmes, ou des personnes en charge du traitement des opérations, ainsi que des risques associés à des événements externes. Ils pourraient avoir un impact négatif sur les résultats d'Amundi Finance.

Amundi Finance est exposé aux risques opérationnels liés à la mise en place et à la gestion de fonds garantis et structurés. Si les actifs ou les opérations hors bilan s'avéraient insuffisamment corrélés à la performance garantie due aux investisseurs, Amundi Finance en tant que garant pourrait subir des pertes financières importantes.

En outre, la valorisation des dérivés d'Amundi peut ne pas refléter avec précision les conditions auxquelles elle serait en mesure de conclure des transactions similaires sur le marché. En conséquence, le montant des garanties fournies par les contreparties pourrait ne pas être suffisant pour couvrir la totalité du risque de contrepartie d'Amundi.

Par ailleurs, Amundi Finance est exposé au risque de dysfonctionnements opérationnels de ses systèmes de communication et d'information. Toute défaillance, interruption ou violation de la sécurité de ces systèmes pourrait entraîner des défaillances ou des interruptions dans ses systèmes de gestion de la relation client et de service. Amundi Finance ne peut garantir que de telles défaillances ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisent, qu'elles seront traitées de manière adéquate. Les conséquences d'un dysfonctionnement opérationnel ou d'une erreur humaine, même brèves et temporaires, pourraient entraîner des perturbations importantes dans l'activité d'Amundi Finance. Amundi Finance n'a pas eu à déplorer d'incident opérationnel susceptible d'avoir un impact négatif sur ses résultats depuis sa création.

- **Risques de non-conformité et juridiques**

Les risques de non-conformité découlant du non-respect des dispositions réglementaires et légales régissant ses activités, et les risques de réputation qui pourraient survenir du fait du non-respect de ses obligations réglementaires ou légales, ou des normes professionnelles et déontologiques pourraient avoir un impact défavorable sur les résultats et les opportunités commerciales d'Amundi Finance.

Compte tenu de son activité qui consiste à emprunter et lever des capitaux, Amundi Finance est exposé au risque de litiges avec des investisseurs, à des procédures civiles ou pénales, à des procédures administratives, à des actions réglementaires ou d'autres litiges. Les plaignants dans ce type d'actions peuvent demander le recouvrement de montants importants ou indéterminés ou d'autres mesures correctives qui peuvent affecter la capacité d'Amundi Finance à exercer son activité et l'ampleur de la perte potentielle liée à ces actions peut demeurer inconnue pendant une période de temps substantielle.

Le coût de la défense des actions futures peut être important. Il peut également y avoir une publicité négative associée aux litiges qui pourrait diminuer la volonté des investisseurs de recourir aux services d'Amundi Finance, que les allégations soient justifiées ou pas ou qu'Amundi Finance soit finalement jugé responsable. La survenance d'un tel risque pourrait entraîner une perte de valeur ou une atteinte à la réputation d'Amundi Finance. Toutefois, depuis sa création, Amundi Finance n'a jamais été exposé à un litige avec un investisseur susceptible d'avoir un impact défavorable sur ses résultats et ses perspectives commerciales.

Au 30 juin 2021, les actifs pondérés en fonction des risques opérationnels et des risques connexes s'élevaient à 0,26 milliard d'euros.

Risques liés à l'environnement dans lequel Amundi Finance évolue

Amundi Finance pourrait être négativement impacté par les conséquences de la pandémie de Covid-19.

En 2020, la pandémie de Covid-19 a provoqué une crise intense et sans précédent. Cette crise sanitaire s'est transformée en une crise économique, entraînant une baisse des marchés financiers et une augmentation de la volatilité. Cette baisse des marchés financiers a eu une incidence négative sur les résultats financiers d'Amundi Finance et un impact résultant de la sensibilité des actifs et passifs du bilan. Ainsi, le montant des garanties reçues, net des appels en garantie, a diminué de 24% à 50,7 millions d'euros.

Au premier semestre 2021 les marchés financiers ayant remonté, la pandémie de Covid-19 n'a pas eu d'incidence négative sur les résultats financiers d'Amundi Finance ni un impact résultant de la sensibilité des actifs et passifs du bilan.

Néanmoins, le risque de crise sanitaire demeure avec la circulation des variants. En conséquence, l'incertitude demeure sur l'évolution du taux de chômage, l'utilisation de l'épargne accumulée, le scénario sanitaire et l'agenda de déploiement puis du retrait des mesures publiques, et plus généralement sur les conséquences de l'évolution de l'activité économique.

L'éventuel impact négatif de la pandémie de Covid-19 sur les revenus, les résultats et la situation financière d'Amundi Finance au second semestre 2021 n'est pas mesurable à ce stade.

02

Etats financiers au 30 juin 2021

**AMUNDI FINANCE
COMPTES INDIVIDUELS
AU 30/06/2021**

**Arrêté par le Conseil d'administration d'AMUNDI FINANCE
en date du 27/07/2021**

SOMMAIRE

BILAN AU 30 JUIN 2021	3
HORS-BILAN AU 30 JUIN 2021	4
COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2021	5
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2021	6
NOTE 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ...	7
NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	7
NOTE 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	17
NOTE 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	17
NOTE 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE	18
NOTE 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES	20
NOTE 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE	22
NOTE 8 ACTIONS PROPRES	23
NOTE 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	23
NOTE 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF	24
NOTE 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	24
NOTE 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	24
NOTE 13 DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	24
NOTE 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	25
NOTE 15 PROVISIONS	25
NOTE 16 EPARGNE LOGEMENT	26
NOTE 17 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES	26
NOTE 18 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	26
NOTE 19 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	27
NOTE 20 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)	27
NOTE 21 COMPOSITION DES FONDS PROPRES	27
NOTE 22 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS	28
NOTE 23 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES	28
NOTE 24 OPERATIONS DE CHANGE, EMPRUNTS ET PRETS EN DEVISES	28
NOTE 25 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	29
NOTE 26 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES	31
NOTE 26.1 ACTIFS DONNES ET RECUS EN GARANTIE	32
NOTE 27 INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES	32
NOTE 28 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES	33
NOTE 29 REVENUS DES TITRES	33
NOTE 30 PRODUIT NET DES COMMISSIONS	34
NOTE 31 GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	34
NOTE 32 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	34
NOTE 33 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	35
NOTE 34 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	36
NOTE 35 COUT DU RISQUE	36
NOTE 36 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES	36
NOTE 37 IMPOT SUR LES BENEFICES	37
NOTE 38 IMPLANTATIONS DANS LES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIF	37
NOTE 39 AFFECTATION DES RESULTATS	37
NOTE 40 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES	37
ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET PUBLICITE	38

AMUNDI FINANCE
COMPTES INDIVIDUELS AU 30/06/2021

BILAN AU 30 JUIN 2021

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2021	31/12/2020
Opérations interbancaires et assimilées		1 023 085	889 907
Caisse, banques centrales			
Effets publics et valeurs assimilées	5	453 980	456 267
Créances sur les établissements de crédit	3	569 105	433 640
Opérations avec la clientèle	4		
Opérations sur titres		978 616	1 210 620
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	678 269	910 273
Actions et autres titres à revenu variable	5	300 346	300 346
Valeurs immobilisées		273 673	275 733
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7		
Parts dans les entreprises liées	6-7	46 249	48 309
Immobilisations incorporelles	7	227 424	227 424
Immobilisations corporelles	7		
Capital souscrit non versé			
Actions propres	8		
Comptes de régularisation et actifs divers		2 116 332	1 682 842
Autres actifs	9	2 075 342	1 634 966
Comptes de régularisation	9	40 990	47 876
TOTAL ACTIF		4 391 706	4 059 101

PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2021	31/12/2020
Opérations interbancaires et assimilées		1 140 954	1 193 849
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	11	1 140 954	1 193 849
Comptes créditeurs de la clientèle	12		
Dettes représentées par un titre	13	32 552	12 015
Comptes de régularisation et passifs divers		2 431 071	2 053 231
Autres passifs	14	1 869 163	1 768 466
Comptes de régularisation	14	561 908	284 765
Provisions et dettes subordonnées		113 832	112 632
Provisions	15-16-17	13 222	12 622
Dettes subordonnées	19	100 610	100 010
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	18		
Capitaux propres hors FRBG :	20	673 296	687 375
Capital souscrit		40 320	40 320
Primes d'émission		217 511	217 511
Réserves		4 416	4 416
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		326 158	326 155
Résultat en attente d'approbation / acompte sur dividendes			
Résultat de l'exercice		84 891	98 973
TOTAL PASSIF		4 391 706	4 059 101

HORS BILAN

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financements	26		
Engagements de garantie	26	22 540 750	23 162 660
Engagements sur titres	26		

(en milliers d'euros)		30/06/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS RECUS			
Engagements de financement	26		
Engagements de garantie	26		
Engagements sur titres	26		

Notes concernant le Hors-bilan (autres informations) :

- Opérations sur instruments financiers à terme : note 25
- Actifs donnés et reçus en garantie : note 26.1

COMPTE DE RESULTAT AU 30 JUIN 2021

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Intérêts et produits assimilés	28-29	8 089	14 327	6 466
Intérêts et charges assimilés	28	-8 511	-16 502	-8 262
Revenus des titres à revenu variable	29	53 244	41 725	41 725
Commissions (produits)	30	42 279	99 858	57 442
Commissions (charges)	30	-14 845	-35 872	-21 146
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	31	20 979	30 742	9 402
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	32	-103	302	303
Autres produits d'exploitation bancaire	33			
Autres charges d'exploitation bancaire	33		-938	-938
Produit net bancaire		101 132	133 642	84 992
Charges générales d'exploitation	34	-4 546	-10 008	-4 944
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles				
Résultat brut d'exploitation		96 586	123 633	80 047
Coût du risque	35	1 102	-351	-2 176
Résultat d'exploitation		97 688	123 283	77 872
Résultat net sur actifs immobilisés	36			
Résultat courant avant impôt		97 688	123 283	77 872
Résultat exceptionnel				
Impôt sur les bénéfices	37	-12 798	-24 310	-11 343
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées				
Résultat net		84 891	98 973	66 529

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2021

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Résultat avant impôt	97 689	123 283	77 872
Dotations nettes aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles			
Dépréciation des écarts d'acquisition			
Dotations nettes aux dépréciations	600	-3 746	-407
Quote-part de résultat liées aux sociétés mises en équivalence			
Perte nette/gain net des activités d'investissement			
Produits/charges des activités de financement	600	1 190	590
Autres mouvements	10 289	-2 414	-2 379
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	11 489	-4 970	-2 195
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-58	49 866	5
Flux liés aux opérations avec la clientèle			
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	280 023	-135 914	694 677
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-109 745	-115 922	-1 184 908
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	5 813	-52 771	-31 986
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	176 033	-254 740	-522 212
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	285 211	-136 427	-446 536
Flux liés aux participations	2 060	1 393	-318
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles			
TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	2 060	1 393	-318
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-98 970	-139 462	-139 462
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-1 193	
TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)	-98 970	-140 655	-139 462
Effet de la variation des taux de change et autres flux de variation sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)			
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	188 302	-275 690	-586 316
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	-325 530	-49 840	-49 840
Solde net des comptes de caisse et banques centrales			
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-325 530	-49 840	-49 840
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	-137 228	-325 530	-636 156
Solde net des comptes de caisse et banques centrales			
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-137 228	-325 530	-636 156
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	188 302	-275 690	-586 316

NOTE 1 LE CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES

1.1 Cadre juridique et financier

Le capital social de Amundi Finance, s'élève à 40 320 157 euros au 30 juin 2021. Il est divisé en 2 644 829 actions de 15,24 euros de valeur nominale chacune.

Depuis le 19 février 2002, Amundi Finance bénéficie d'un agrément délivré par le CECEI (devenu ACPR). Amundi Finance est agréé en qualité d'établissement de crédit à délivrer des garanties en capital et/ou de performance dans le domaine de la gestion d'actifs, notamment au profit de clients du groupe Crédit Agricole ou d'OPCVM dont la gestion est assurée par celui-ci.

La société est détenue à hauteur de :

- 76,12 % par Amundi Asset Management,
- 23,87 % par Amundi,
- Le solde étant détenu par les autres sociétés du groupe.

La présente annexe est une partie indissociable des comptes intermédiaires de la société Amundi Finance clos au 30 juin 2021. Elle est exprimée en milliers d'euros (« K€ »).

Le total du bilan avant répartition composant ces comptes est de 4 391 706 K€.

Le produit net bancaire (PNB) composant ces comptes est de 101 132 K€.

Le résultat net est de 84 891 K€ (84 890 748,44 €).

1.2 Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2021

L'année 2021 a commencé dans le contexte de la crise sanitaire liée à l'épidémie du coronavirus. D'une ampleur inédite, cette crise sanitaire, qui a entraîné une baisse des marchés financiers et une volatilité accrue, affecte encore aujourd'hui l'ensemble des activités économiques et financières sur le plan mondial.

Néanmoins, Amundi Finance continue d'y faire face, avec un fonctionnement normal de l'entreprise assuré grâce à la robustesse de sa plateforme informatique, l'efficacité de ses Plans de Continuité d'Activité et le déploiement rapide du télétravail, avec comme objectif la protection de la santé des salariés et le maintien d'un haut niveau d'efficacité opérationnelle pour les clients. L'ampleur par des vagues successives et la durée de cette crise restent encore aujourd'hui difficiles à prévoir.

A la suite d'une opération de restructuration interne, destinée à permettre une simplification de la structure du Groupe et pour conduire à une meilleure efficacité économique, Amundi Finance a procédé le 21 mai 2021 à une fusion absorption de sa filiale Amundi Issuance détenue en totalité.

Le capital d'Amundi Issuance s'élevait au 31 décembre 2020 à 2 000 K€.

1.3 Evénements postérieurs à la situation intermédiaire au 30 juin 2021

Il n'y a pas eu d'événements postérieurs à la situation intermédiaire du 30 juin 2021.

NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

La présentation des états financiers d'Amundi Finance est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

2.1 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Amundi et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-03 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au groupe Amundi ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-03 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-03 du 26 novembre 2014 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains

Par ailleurs, sans attendre que les encours soient devenus douteux et dès la comptabilisation initiale des instruments financiers Amundi Finance constate également, au passif de son bilan des pertes de crédit attendues sur les douze mois à venir (créances qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'instrument financier dès lors que la qualité de crédit de l'encours s'est significativement dégradé (créances qualifiées de dégradées).

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains sont inscrites en coût du risque.

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant l'évolution du niveau de risque de crédit à la date de comptabilisation initiale et la date d'arrêt.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis un an au moins,
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Parmi les encours douteux, Amundi Finance distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné dès lors que le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Amundi Finance par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément à l'article 2231-3 du règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de la dépréciation du fait du passage du temps.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Amundi Finance le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.2 Portefeuille-titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Titres de transaction

Ce sont des titres qui, à l'origine, sont acquis avec l'intention de les revendre ou vendus avec l'intention de les racheter à court terme.

Sont également considérés comme des titres de transaction les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble.

Les titres de transaction sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition.

Ils font l'objet d'une évaluation sur la base de leur valeur de marché à la date de clôture de l'exercice.

Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres, est porté au compte de résultat, dans la rubrique « gains ou pertes des opérations des portefeuilles de négociation ».

Titres de placement

Ce sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre. Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique "revenus des titres à revenu variable".

Les revenus des SICAV et des Fonds Communs de Placement sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour la valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne est inférieure à la valeur comptable il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens de l'article 2514-1 du règlement ANC 2014-7 du 26 novembre 2014, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de mêmes nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique "solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans les entreprises liées) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influencer la gestion de cette dernière, en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou de la valeur économique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrés sous la rubrique "solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat.

Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évalués, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel est négocié le titre n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, Amundi Finance détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Amundi Finance utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Reclassement de titres

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance.
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

AMUNDI FINANCE n'a pas opéré, en 2021 de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

2.3 Immobilisations

Amundi Finance applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Par conséquent, Amundi Finance applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce règlement la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les compte sociaux. La mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste "Fonds commercial"; il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en "autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières...". Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Lors de l'apport par Amundi Asset Management de son activité de garanties en 2004, Amundi Finance a comptabilisé un fonds de commerce pour la valeur de 227 424 K€. Ce fonds de commerce n'a pas fait l'objet de dépréciation.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est à dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée "en magasin".

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement.

Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus par Amundi Finance suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissements doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

composant	durée d'amortissement
Installations techniques et agencements	5 ans
Matériel informatique	3 ans

2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements,
- Autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables et emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

2.6 Provisions

Amundi Finance applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

2.7 Opérations sur produits dérivés

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements hors bilan relatifs à ces opérations reprennent le montant du capital notionnel des contrats non dénoués à la clôture de l'exercice. Dans le cas d'opérations optionnelles, les engagements reflètent le montant des capitaux nominaux de l'instrument sous-jacent.

Au 30 juin 2021 les engagements financiers à terme s'élèvent à 71 053 378 K€

Les instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé ou de gré à gré ou inclus dans un portefeuille de transaction sont évalués par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

L'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) sont portés au compte de résultat sous la rubrique "solde des opérations des portefeuilles de négociation" pour un montant net représentant un produit de 20 978 685,38 euros dont 18 921 986,10 euros d'Indemnités de risques de collecte liés au lancement de nouveaux fonds et EMTN.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de marché

Les opérations de marché regroupent :

Amundi Finance

13

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » article 2522 du règlement ANC 2014-07) ;
- Les instruments négociés sur un marché organisé, assimilé, de gré à gré ou inclus dans un portefeuille de transaction au sens du règlement ANC 2014-07.

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Lorsque les instruments sont évalués à la valeur de marché, celle-ci est déterminée :

- A partir des prix disponibles, s'il existe un marché actif ;
- A l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- en position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- en position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, Amundi Finance intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories « a » et « d » de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de CVA.

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Amundi Finance.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut.

La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou de proxy de CDS.
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS Single Name de contreparties de même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Opérations complexes

Une opération complexe se définit comme une combinaison synthétique d'instruments (de types, natures et modes d'évaluation identiques ou différents) comptabilisée en un seul lot ou comme une opération dont la comptabilisation ne relève pas d'une réglementation explicite et qui implique, de la part de l'établissement, un choix de principe.

Les produits et charges relatifs aux instruments négociés dans le cadre d'opérations complexes, notamment émissions d'obligations structurées, sont reconnus au compte de résultat de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et des charges sur l'élément couvert. Ainsi, les variations de valeurs des instruments de couvertures ne sont pas reconnues au bilan.

2.8 Opérations en devises

Les actifs et passifs en devises sont convertis aux cours de change de fin d'exercice. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêt ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, Amundi Finance a mis en place une comptabilité multi-devises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

2.9 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Amundi Finance.

Engagements de garantie donnés

Dans le cadre de l'activité Amundi Finance accorde sa garantie dans le cadre de l'émission de garanties de capital ou de performance en faveur de clients d'Amundi (selon les modalités de calcul ci-dessous).

Au 30 juin 2021, ces garanties données ainsi que les garanties accordées directement s'élèvent à 22 540 750 K€.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change.

Ces éléments sont toutefois détaillés dans l'annexe aux notes 26 et 26.1.

2.10 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

Certaines sociétés du groupe se sont constituées en « Unité Economique et Sociale » (Amundi, Amundi AM, Amundi ITS, Amundi Finance, Amundi ESR, Amundi Immobilier, Amundi Intermédiation, Amundi Private Equity Funds, Etoile Gestion, BFT IM, Société Générale Gestion, CPR AM et Amundi Transition Energétique). Des accords relatifs à la participation des salariés et à l'intéressement ont été conclus dans ce cadre.

La participation et l'intéressement figurent dans les frais de personnel.

Les salariés mis à disposition par Crédit Agricole S.A. bénéficient des accords signés dans le cadre de l'« UES » de cette entité. La charge à payer estimée de la participation et de l'intéressement attribués dans ce cadre a été enregistrée dans les comptes.

2.11 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi - plans de retraite - régimes à cotisations définies

Plans de retraite - régimes à cotisations définies

Amundi Finance

15

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Amundi Finance n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en "frais de personnel".

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

Amundi Finance a appliqué, à compter du 1^{er} janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 7 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014.

En application de ce règlement, Amundi Finance provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Au 30 juin 2021, les engagements sont valorisés à 207 K€ et la provision à 87 K€.

Les taux de sensibilité (au 31 décembre 2020) démontrent que :

- Une variation de plus de 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 10.49 %.
- Une variation de moins de 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 9.41%.

A l'intérieur du Groupe Amundi, Amundi Finance a formalisé un contrat d'assurance « Indemnité Fin de Carrière » (IFC) avec PREDICA et des conventions de mandat entre Amundi et les filiales de l'UES (dont Amundi Finance) ont été signées. Cette externalisation des « IFC » s'est traduite par un transfert d'une partie de la provision de passif existante dans les comptes vers le contrat PREDICA.

Le solde non externalisé reste inscrit en provision de passif.

2.12 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes d'Amundi Finance.

2.13 Impôt sur les bénéfices

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Amundi Finance a signé avec Amundi une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

NOTE 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	30/06/2021						31/12/2020
	<3mois	>3mois <1an	>1 an <5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total
Etablissements de crédit							
Comptes et prêts :							
· à vue	567 723				567 723		432 309
· à terme			1 000		1 000	382	1 331
Valeurs reçues en pension							
Titres reçus en pension livrée							
Prêts subordonnés							
Total	567 723		1 000		568 723	382	569 105
Dépréciations							
VALEURS NETTES AU BILAN	567 723		1 000		568 723	382	433 640
Comptes ordinaires							
Comptes et avances à terme							
Total							
Dépréciations							
VALEUR NETTE AU BILAN							
TOTAL	567 723		1 000		568 723	382	433 640

NOTE 4 OPERATION AVEC LA CLIENTELE

Néant

NOTE 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

(en milliers d'euros)	30/06/2021					31/12/2020
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :		451 901			451 901	454 558
· dont surcote restant à amortir		15 901			15 901	18 558
· dont décote restant à amortir						
Créances rattachées		2 078			2 078	1 709
Dépréciations						
Valeur nette au bilan		453 980			453 980	456 267
Obligations et autres titres à revenu fixe :	645 980	32 276			678 256	910 268
Emis par organismes publics						
Autres émetteurs	645 980	32 276			678 256	910 268
· dont surcote restant à amortir						
· dont décote restant à amortir						
Créances rattachées		14			14	6
Dépréciations						
Valeur nette au bilan	645 980	32 290			678 269	910 273
Actions et autres titres à revenu variable		300 346			300 346	300 346
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan		300 346			300 346	300 346
Total	645 980	786 616			1 432 595	1 666 887
Valeurs estimatives	645 980	786 616			1 432 595	1 666 887

NOTE 5.1 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE (hors effets publics) : VENTILATION PAR GRANDES CATEGORIES DE CONTREPARTIE

(en milliers d'euros)	Encours nets 30/06/2021	Encours nets 31/12/2020
Administration et banques centrales (y compris Etats)		
Etablissements de crédit	117 879	42 494
Sociétés financières	860 722	1 168 120
Collectivités locales		
Entreprises, assurances et autres clientèles		
Divers et non ventilés		
Total en principal	978 602	1 210 614
Créances rattachées	14	6
Dépréciations		
Valeurs nettes au bilan	978 616	1 210 620

NOTE 5.2 VENTILATION DES TITRES COTES ET NON COTES A REVENU FIXE OU VARIABLE

(en milliers d'euros)	30/06/2021				31/12/2020			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres cotés	583 083	451 901		1 034 984	869 784	454 558		1 324 342
Titres non cotés	95 173		300 346	395 519	40 484		300 346	340 830
Créances rattachées	14	2 078		2 092	6	1 709		1 715
Dépréciations								
Valeurs nettes au bilan	678 269	453 980	300 346	1 432 595	910 273	456 267	300 346	1 666 887

La répartition de l'ensemble des OPCVM par nature est la suivante au 30 juin 2021 : néant

NOTE 5.3 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	30/06/2021							31/12/2020
	<3mois	>3mois <1an	>1an <5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute	6 212	857	94 913	576 274	678 256	14	678 269	910 273
Dépréciations								
Valeur nette au bilan	6 212	857	94 913	576 274	678 256	14	678 269	910 273
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute		92 464	359 437		451 901	2 078	453 980	456 267
Dépréciations								
Valeur nette au bilan		92 464	359 437		451 901	2 078	453 980	456 267

NOTE 5.4 EFFETS PUBLICS, OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE : ANALYSE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

(en milliers d'euros)	Encours nets 30/06/2021	Encours nets 31/12/2020
France (y compris DOM-TOM)	1 055 040	1 289 411
Autres pays de l'U.E.	75 117	75 415
Autres pays de l'Europe		
Amérique du Nord		
Amérique Centrale et du sud		
Afrique et Moyen-Orient		
Asie et Océanie (hors Japon)		
Japon		
Total en principal	1 130 157	1 364 826
Créances rattachées	2 092	1 715
Dépréciations		
VALEUR NETTE AU BILAN	1 132 249	1 366 540

NOTE 6 TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

(en milliers d'euros)	informations financières				Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA HT du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
	Sociétés	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en %)	valeur brute					
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la société											
1) Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit (plus de 50% du capital)											
2) Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit (10 à 50% du capital)											
3) Autres parts dans les entreprises liées (plus de 50% du capital)											
AMUNDI ESR	EUR	24 000	2 626	99,99%	34 167	34 167		52 952	10 554	10 536	
4) Autres participations (10 à 50% du capital)											
AMUNDI INTERMEDIATION	EUR	14 604	42 937	38,53%	5 628	5 628		203 772	110 845	42 708	
5) Autres parts dans les entreprises liées (1 à 10% du capital)											
dnA SA	EUR	2 231	-250	100,00%	2 231	1 981				-117	
Amundi Finance Emissions	EUR	2 226	11 731	99,99%	2 226	2 226				2 875	
LCL Emissions	EUR	2 225	2 817	99,99%	2 225	2 225				1 237	
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieur à 1% du capital de Amundi Finance											
Finance	EUR				41	22					
TOTAL FILIALES ET PARTICIPATIONS					46 518	46 249					

NOTE 6.1 VALEUR ESTIMATIVE DES TITRES DE PARTICIPATION

(en milliers d'euros)	30/06/2021		31/12/2020	
	valeur au bilan	Valeur estimative	valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
· Titres non cotés	46 518	46 249	48 518	48 309
· Titres cotés				
· Avances consolidables				
· Créances rattachées				
· Dépréciations	-269		-209	
Valeur nette au bilan	46 249	46 249	48 309	48 309
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
· Titres non cotés				
· Titres cotés				
· Avances consolidables				
· Créances rattachées				
· Dépréciations				
Sous-total titres de participation				
Autres titres détenus à long terme				
· Titres non cotés				
· Titres cotés				
· Avances consolidables				
· Créances rattachées				
· Dépréciations				
Sous-total autres titres détenus à long terme				
Valeur nette au bilan				
Total des titres de participation	46 249	46 249	48 309	48 309

(en milliers d'euros)	30/06/2021		31/12/2020	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
TOTAL VALEURS BRUTES				
Titres non cotés	46 249	46 249	48 309	48 309
Titres cotés				
TOTAL	46 249	46 249	48 309	48 309

NOTE 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

NOTE 7.1 Immobilisations financières

(en milliers d'euros)	01/01/2021	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	30/06/2021
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	48 518	-2 000			46 518
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-209	-60			-269
VALEUR NETTE AU BILAN	48 309	-2 060			46 249
Titres de participation					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN					
TOTAL	48 309	-2 060			46 249

NOTE 7.2 Immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	01/01/2021	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	30/06/2021
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN					
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	227 424				227 424
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	227 424				227 424
TOTAL	227 424				227 424

NOTE 8 ACTIONS PROPRES

Néant

NOTE 9 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Autres actifs (1)		
Instruments conditionnels achetés	1 373 496	1 305 824
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers (2)	701 846	329 142
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement		
Valeur nette au bilan	2 075 342	1 634 966
Compte de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert		
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme		
Autres produits à recevoir	39 906	47 806
Charges constatées d'avance	1 034	
Charges à répartir	51	69
Autres comptes de régularisation		
Valeur nette au bilan	40 990	47 876
Total	2 116 332	1 682 842

(1) les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 1 395 milliers d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Les AUTRES ACTIFS sont principalement composés des dépôts de garantie versés liés à l'activité du collatéral (387 708 milliers d'euros), des opérations de marché en cours de dénouement (269 417 milliers d'euros), des acomptes d'impôt sur les sociétés (11 487 milliers d'euros), des créances clients (4 658 milliers d'euros), les options achetées (pour 1 373 496 milliers d'euros) et des autres créances (28 576 milliers d'euros).

Les Autres produits à recevoir sont relatifs principalement à l'activité de garantie.

NOTE 10 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2020	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 30/06/2021
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle						
Sur opérations sur titres	209	103	-43			269
Sur valeurs immobilisées						
Sur autres Actifs						
Total	209	103	-43			269

NOTE 11 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	30/06/2021							31/12/2020
	≤ 3mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Etablissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
- à vue	704 951				704 951	3	704 954	757 849
- à terme	436 000				436 000		436 000	436 000
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	1 140 951				1 140 951	3	1 140 954	1 193 849

NOTE 12 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

Néant

NOTE 13 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	30/06/2021							31/12/2020
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables			15 586	16 952	32 538	15	32 552	12 015
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
VALEUR AU BILAN			15 586	16 952	32 538	15	32 552	12 015

NOTE 14 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Autres passifs		
Opérations de contrepartie (titres de transactions)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	905 790	1 089 320
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers	963 373	679 146
Versements restant à effectuer sur titres		
Valeur au bilan	1 869 163	1 768 466
Comptes de régularisation		
- Comptes d'encaissement et de transfert		
- Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
- Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	15 952	18 627
- Produits constatés d'avance	7 144	4 053
- Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	529 522	253 125
- Autres charges à payer	9 290	8 960
- Autres comptes de régularisation		
Valeur au bilan	561 908	284 765
TOTAL	2 431 071	2 053 231

Les AUTRES PASSIFS sont principalement composés des dépôts de garantie reçus liés à l'activité du collatéral (918 969 milliers d'euros), des options vendues (905 790 milliers d'euros), de la charge d'Impôt sur les sociétés (12 802 milliers d'euros) et des autres dettes pour le solde.

NOTE 15 PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Solde au 01/01/2021	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 30/06/2021
Provisions						
Pour engagements de retraite et assimilés	87					87
Pour autres engagements sociaux						
Pour risques d'exécution des engagements par signature	7 946	113	-1 096	-119		6 844
Pour litiges fiscaux						
Pour autres litiges						
Pour risques pays						
Pour risques de crédit						
Pour restructurations						
Pour impôts						
Sur participations						
Pour risques opérationnels						
Autres provisions	4 589	2 486	-662	-121		6 292
VALEUR AU BILAN	12 622	2 599	-1 759	-240		13 222

NOTE 16 EPARGNE LOGEMENT

Néant

NOTE 17 Engagements sociaux - Avantages postérieurs à l'emploi, régime à prestations définies

<u>Variations de la dette actuarielle</u>			<u>Variations de juste valeur des actifs des régimes</u>		
(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Dette actuarielle au 31/12/N-1	235	206	Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1	148	144
Coûts des services rendus sur la période		12	Rendement attendu des actifs		1
Effet de l'actualisation		2	Gains/pertes actuariels		3
Cotisations employés			Cotisation de l'employeur		
Modifications, réductions et liquidations de régime			Cotisation de l'employé		
Variation de périmètre			Modification/réduction/liquidation de régime		
Indemnités de cessation d'activité			Variation de périmètre		
Prestations versées			Indemnités de cessation d'activité		
(Gains) / pertes actuariels		15	Prestations versées par le fonds		
Dette actuarielle au 31/12/N	235	235	Juste valeur des actifs / droit à remboursement au 31/12/N	148	148

<u>Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat</u>			<u>Position nette</u>		
(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Coûts des services rendus sur la période		12	Dette actuarielle au 31/12/N	235	235
Coût financier		2	Impact de la limitation d'actifs		
Rendement attendu des actifs sur la période		-1	Juste valeur des actifs en fin de période	-148	-148
Amortissement du coût des services passés			Position nette (passif)/actifs au 31/12/N	-87	-87
Autres gains ou pertes					
Charge nette comptabilisée au compte de résultat		13			

NOTE 18 FONDS POUR RISQUE BANCAIRES GENERAUX

Néant

NOTE 19 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	30/06/2021						31/12/2020
	<3mois	>3mois <1an	>1 an <5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total
Dettes subordonnées à terme							
Euro							
Dollar							
Titres et emprunts participatifs							
Autres emprunts subordonnés à terme							
Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)				100 000	100 000	610	100 610
C/C bloqués des Caisses Locales							
Dépôts Garantie à caractère mutuel							
VALEURS AU BILAN				100 000	100 000	610	100 610

(1) durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 610 milliers d'euros au 30 juin 2021.

NOTE 20 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital	Primes, réserves et report à nouveau	Acompte sur dividendes	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2020	40 320	548 082			98 973	687 375
Dividendes versés au titre de 2020		-98 970				-98 970
Variation de capital						
Variation des primes et réserves						
Affectation du résultat social		98 973			-98 973	
Report à nouveau						
Résultat de l'exercice 2021					84 891	84 891
Autres variations						
Solde au 30 juin 2021	40 320	548 085			84 891	673 296

NOTE 21 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
Capitaux propres	673 296	687 375
Fonds pour risques bancaires généraux		
Dettes subordonnées et titres participatifs	100 610	100 010
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
TOTAL DES FONDS PROPRES	773 906	787 385

NOTE 22 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)	Solde au 30 juin 2021 Opérations avec les entreprises liées et les participations	Solde au 31 décembre 2020 Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	1 243 926	1 342 615
Sur les établissements de crédit et institutions financières	568 772	433 640
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe	675 154	908 975
Dettes	1 241 564	1 293 720
Sur les établissements de crédits et institutions financières	1 140 954	1 193 710
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	100 610	100 010
Engagements donnés	12 755 893	13 227 687
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle	12 755 893	13 227 687
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés		

NOTE 23 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES

(en milliers d'euros)	30/06/2021		31/12/2020	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	4 391 094	4 391 241	4 059 012	4 059 101
Autres devises de l'Union Europ.	612	461	46	
Franç Suisse				
Dollar		3		
Yen				
Autres devises			43	
Total	4 391 706	4 391 706	4 059 101	4 059 101

NOTE 24 OPERATIONS DE CHANGE, EMPRUNTS ET PRETS EN DEVISES

(en milliers d'euros)	30/06/2021		31/12/2020	
	à recevoir	à livrer	à recevoir	à livrer
Opérations de change au comptant				
Devises				
Euros				
Opérations de change à terme	40 595	40 896	40 866	40 768
Devises	20 317	20 467	20 251	20 251
Euros	20 278	20 429	20 615	20 517
Prêts et emprunts en devises				
TOTAL	40 595	40 896	40 866	40 768

NOTE 25 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

	30/06/2021			31/12/2020
(en milliers d'euros)	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	436 000	45 495 106	45 931 106	46 758 202
Opérations sur marchés organisés (1)				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré (1)	436 000	45 495 106	45 931 106	46 758 202
Swaps de taux d'intérêt	436 000	2 580 998	3 016 998	3 328 762
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change		81 491	81 491	81 634
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		42 832 617	42 832 617	43 347 806
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles		25 122 272	25 122 272	24 317 160
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
* Achetés				
* Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
* Achetés				
* Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
* Achetés				
* Vendus				
Opérations de gré à gré		25 122 272	25 122 272	24 317 160
Options de swap de taux :				
* Achetés				
* Vendus				
Autres instruments de taux d'intérêt à terme				
* Achetés				
* Vendus				
Instruments de taux de change à terme :				
* Achetés				
* Vendus				
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
* Achetés		19 798 763	19 798 763	18 881 987
* Vendus		5 323 509	5 323 509	5 435 173
Autres instruments à terme				
* Achetés				
* Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit :				
* Achetés				
* Vendus				
TOTAL	436 000	70 617 378	71 053 378	71 075 362

(1) : Les montants indiqués sur les opérations fermes doivent correspondre au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats)

NOTE 25.1 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME : ENCOURS NOTIONNELS PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	Total 30/06/2021			dont opérations effectuées de gré à gré			dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	< 1an	> 1an < 5ans	> 5 ans	< 1an	> 1an < 5ans	> 5 ans	< 1an	> 1an < 5ans	> 5 ans
Futures									
Options de change									
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
FRA									
Swaps de taux d'intérêt	538 815	1 795 629	682 554	538 815	1 795 629	682 554			
Swaps de devises									
Caps, Floors, Collars									
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices	5 326 978	17 238 365	20 267 275	5 326 978	5 326 978	20 267 275			
Opérations conditionnelles sur actions et indices	1 309 060	11 655 401	12 157 811	1 309 060	11 655 401	12 157 811			
Dérivés sur actions, indices boursier									
Sous total	7 174 853	30 689 395	33 107 639	7 174 853	18 778 008	33 107 639			
Opérations de change à terme		81 491							
Total général	7 174 853	30 770 886	33 107 639	7 174 853	18 778 008	33 107 639			

NOTE 25.2 INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME : JUSTE VALEUR

(en milliers d'euros)	30/06/2021		31/12/2020	
	Juste valeur	Encours notionnel	Juste valeur	Encours notionnel
Futures				
Options de change				
Opérations fermes en devise sur marchés organisés				
FRA				
Swaps de taux d'intérêt	-2 069	3 016 998	-712	3 328 762
Swaps de devises				
Caps, Floors, Collars				
Dérivés sur actions, indices boursier et métaux précieux	-54 064	67 954 890	-29 709	67 664 966
Sous total	-56 134	70 971 887	-30 422	70 993 728
Opérations de change à terme				81 634
TOTAL	-56 134	70 971 887	-30 422	71 075 362

NOTE 25.3 VENTILATION DES CONTRATS D'ECHANGE DE TAUX D'INTERET

(en milliers d'euros)

CONTRATS D'ECHANGE DE TAUX D'INTERET ET DE DEVISES	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Swaps de transaction
Contrats d'échange de taux		436 000		2 580 998
Contrats assimilés (1)				

(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 1er du règlement 90.15 du CRBF.

NOTE 26 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS DONNES	22 540 750	23 162 660
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
- Ouverture de crédits confirmés		
Ouverture de crédits documentaires		
Autres ouvertures de crédits confirmés		
- Autres engagements en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie	22 540 750	23 162 660
Engagements d'ordre d'établissement de crédit		
- Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
- Autres garanties		
Engagements d'ordre de la clientèle	22 540 750	23 162 660
- Cautions immobilières		
- garanties financières		
- Autres garanties d'ordre de la clientèle	22 540 750	23 162 660
Engagements sur titres		
. Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
. Autres engagements à donner		
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		

NOTE 26.1 ACTIFS DONNES ET RECUS EN GARANTIE

Dans le cadre de la réglementation EMIR (European Market and Infrastructure Regulation), qui s'applique à toute contrepartie, financière (établissements de crédit, entreprises d'investissement, compagnies d'assurance, sociétés de gestion...) ou non financière qui effectue une transaction sur un produit dérivé de gré à gré, Amundi Finance enregistre au titre de son activité :

- Les valeurs reçues en garantie de ses contreparties pour 1 657 783 milliers d'euros,
- Les valeurs données en garantie à ses contreparties pour 398 551 milliers d'euros.

NOTE 27 INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES

La gestion du risque de contrepartie (entreprises, banques, institutionnels) s'appuie sur :

- Une organisation par unité spécialisée et par métier rapportant à la Direction Générale.
- Les procédures internes qui fixent les règles de prise et de suivi du risque s'appliquant aux divers opérateurs de l'établissement. Ce principe de fixation d'une limite d'engagement est appliqué à tout type de contrepartie : entreprise, banque, institution financière, entités étatiques ou parapubliques. De même, les interventions en risque sur des contreparties contrôlées ou résidant dans un pays n'appartenant pas à l'OCDE sont plafonnées pays par pays, tous types d'opérations et d'interventions confondus. Ces « limites-pays » sont révisables périodiquement.
- Des méthodologies de mesure des risques. Ainsi, chaque contrepartie dispose d'une limite maximale d'engagement incluant l'ensemble des opérations.

L'exposition de l'établissement aux risques de contrepartie sur les instruments à terme et optionnels sur taux d'intérêt, change, matières premières et métaux précieux peut être mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats.

Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme

(en milliers d'euros)	30/06/2021			31/12/2020		
	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Total risque de contrepartie	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Total risque de contrepartie
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés						
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	2 048 895	5 682	2 043 213	1 897 853	6 199	1 891 654
Risques sur les autres contreparties						
Total avant effet des accords de compensation	2 048 895	5 682	2 043 213	1 897 853	6 199	1 891 654
Dont risques sur contrats de :						
taux d'intérêt, change et matières premières	65 403		65 403	94 261		94 261
Dérivés actions et sur indices	1 983 492		1 983 492	1 803 592		1 803 592
Total avant effet des accords de compensation	2 048 895		2 048 895	1 897 853		1 897 853
Incidences des accords de compensation	918 969		918 969	650 558		650 558
Total après effet des accords de compensation	1 129 926	5 682	1 124 244	1 247 295	6 199	1 241 096

NOTE 28 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Sur opérations avec les établissements de crédit	2 831	4 061	1 726
Sur opérations avec la clientèle	6	8	5
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	413	555	181
Produit net sur opérations de macro-couverture			
Autres intérêts et produits assimilés	23	14	2
Intérêts et produits assimilés	3 272	4 638	1 914
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1 193	-2 591	-1 571
Sur opérations avec la clientèle	-246	-1 337	-780
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-1 484	-2 111	-1 082
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-677	-614	-192
Autres intérêts et charges assimilées	-94	-161	-86
Intérêts et charges assimilées	-3 694	-6 814	-3 710
Total Produits nets d'intérêt et revenus assimilés	-422	-2 176	-1 797

NOTE 29 REVENUS DES TITRES

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Titres de placement			
Livret de développement durable			
Titres d'investissement			
Opérations diverses sur titres			
Revenus des titres fixes			
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	53 244	41 725	41 725
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille			
Opérations diverses sur titres			
Revenus des titres variables	53 244	41 725	41 725
TOTAL DES REVENUS SUR TITRES	53 244	41 725	41 725

NOTE 30 PRODUIT NET DES COMMISSIONS

(en milliers d'euros)	30/06/2021			31/12/2020			30/06/2020		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit									
Sur opérations avec la clientèle									
Sur opérations sur titres	15 768	-11 075	4 693	27 590	-19 750	7 840	12 186	-9 100	3 086
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	25 729	-1 285	24 444	58 228	-5 185	53 043	34 041	-2 396	31 645
Sur prestations de services financiers									
Provision pour risques sur commissions	783	-2 486	-1 702	14 040	-10 937	3 104	11 215	-9 651	1 564
TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS	42 279	-14 845	27 434	99 858	-35 872	63 987	57 442	-21 146	36 296

NOTE 31 GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATIONS

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Solde des opérations sur titres de transaction	4 126	3 750	627
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés			
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	16 853	26 992	8 775
GAINS OU PERTES DES OPERATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATIONS	20 979	30 742	9 402

NOTE 32 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Titres de placement			
Dotations aux dépréciations	-103	-24	-16
Reprises de dépréciations		3 064	318
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	-103	3 039	303
Plus-values de cession réalisées			
Moins-values de cession réalisées		-2 737	
Solde des plus et moins-values de cession réalisés		-2 737	
Solde des opérations sur titres de placement	-103	302	303
Titre de l'activité de portefeuille			
Dotations aux dépréciations			
Reprises de dépréciations			
Dotation ou reprise nette aux dépréciations			
Plus-values de cession réalisées			
Moins-values de cession réalisées			
Solde des plus et moins-values de cession réalisés			
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille			
GAINS OU PERTE SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	-103	302	303

NOTE 33 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Produits divers			
Quote-part des opérations faites en commun			
Refacturation et transfert de charges			
Reprises provisions			
Autres produits d'exploitation bancaire			
Charges diverses			
Quote-part des opérations faites en commun			
Refacturation et transfert de charges		-938	-938
Dotations provisions			
Autres charges d'exploitation bancaire		-938	-938
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		-938	-938

NOTE 34 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Frais de personnel			
Salaires et traitements	-415	-741	-364
Charges sociales	-155	-302	-128
Intéressement et participation	-59	-64	-23
Impôts et taxes sur rémunérations	-67	-95	-50
Total des charges de personnel	-696	-1 202	-566
Refacturation et transferts de charges de personnel			
Frais de personnel nets	-696	-1 202	-566
Frais administratifs			
Impôts et taxes (1)	-1 625	-3 394	-1 656
Services extérieurs et autres frais administratifs	-2 225	-5 411	-2 723
Total des charges administratives	-3 850	-8 806	-4 378
Refacturation et transferts de charges administratives			
Frais administratifs nets	-3 850	-8 806	-4 378
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-4 546	-10 008	-4 944

(1) dont 1 032 milliers d'euros au titre du fonds de résolution.

NOTE 34.1 EFFECTIF

(en effectif moyen du personnel)	30/06/2021	31/12/2020
Cadres	8	8
Non-cadres		
TOTAL	8	8
<i>Dont : France</i>	8	8
<i>Etranger</i>		
<i>Dont personnel mis à disposition</i>		

NOTE 35 COUT DU RISQUE

(en milliers d'euros)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Dotations aux provisions et dépréciations	-113	-3 842	-3 563
Dépréciations de créances douteuses			
Autres dotations aux provisions et dépréciations	-113	-3 842	-3 563
Reprises des provisions et dépréciations	1 215	4 509	2 406
Reprises de dépréciations de créances douteuses			
Autres reprises de provisions et dépréciations	1 215	4 509	2 406
Variation des provisions et dépréciations	1 102	667	-1 158
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées			
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées		-1 018	-1 018
Décote sur prêts restructurés			
Récupérations sur créances amorties			
Autres pertes			
Autres produits			
COÛT DU RISQUE	1 102	-351	-2 176

NOTE 36 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

Néant

NOTE 37 IMPOT SUR LES BENEFICES

(en milliers d'euros)

Répartition de l'impôts sur les bénéfices	Résultat avant Impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	97 650	12 795	84 855
Provisions réglementées			
participation des salariés aux fruits de l'expansion	38	3	35
Résultat	97 688	12 798	84 890
Crédit d'impôts			
Avoirs fiscaux			
Imputation			
Impôts sur les sociétés	97 688	12 798	84 890

Amundi Finance fait partie du groupe d'intégration fiscale d'Amundi depuis le 1er janvier 2010.

NOTE 38 IMPLANTATIONS DANS LES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIF

Néant

NOTE 39 AFFECTATION DES RESULTATS

Non applicable au 30 juin 2021.

NOTE 40 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

La société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale chez Amundi. En conséquence, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans l'annexe des comptes consolidés du Groupe Amundi.

REMUNERATIONS DIVERSES

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle. La rémunération des dirigeants est connue des actionnaires.

03

Rapport des Commissaires aux Comptes

Amundi Finance

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes intermédiaires

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex
S.A.S. au capital de € 2 510 460
672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Amundi Finance

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes intermédiaires

Au Directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Amundi Finance et en réponse à votre demande dans le cadre du programme multi-émetteurs de la société Amundi, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires de la société Amundi Finance, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes intermédiaires de cette période. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes intermédiaires ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, le fait que les comptes intermédiaires présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de la société, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 29 juillet 2021

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Laurent Tavernier

Claire Rochas

04

Déclaration du Directeur Général

AMUNDI FINANCE
Société Anonyme
Au capital de 40 320 157 euros
Siège social : 90, boulevard Pasteur 75015 Paris
421 304 601 RCS Paris

Déclaration du Directeur Général

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 3 août 2021

Olivier GUILBAULT
Directeur Général

AMUNDI FINANCE

Société Anonyme au capital de 40.320.157 euros

Etablissement de crédit agréé par l'ACPR

Siège social : 90 boulevard pasteur - 75015 PARIS - RCS Paris 421 304 601